

LE TEMPS

interview de la semaine Samedi 15 janvier 2011

«Je vois venir une révolte de la jeunesse, une sorte de nouveau mai 68»

Par Propos recueillis par Frédéric Lelièvre et Pierre Veya

Klaus Schwab, fondateur et président du Forum économique mondial (WEF)

Le Temps: Cette année, la réunion de Davos a pour thème «Des valeurs partagées pour une nouvelle réalité». Quelle est cette nouvelle réalité? Un monde où sévit une guerre des monnaies, monte le protectionnisme, et dont les démocraties sont fragilisées par la transparence imposée par WikiLeaks?

Klaus Schwab: Ce sont plutôt les symptômes des nouvelles réalités. Nous vivons sans doute la première année après la crise; cela ne signifie pas pour autant que nous sommes retournés à la période pré-crise. Première nouvelle réalité: le monde industriel traditionnel se trouve dans une situation de désendettement. L'excès de dette des propriétaires de biens immobiliers et des consommateurs a été reporté sur les banques, qui l'ont transféré aux gouvernements, qui sont en train de le reporter sur les contribuables. Cela produit une crise sociale et si on continue à résoudre nos problèmes sur le dos des prochaines générations, je vois venir une révolte de la jeunesse, une sorte de nouveau «Mai 68» dont on voit les premiers signes avec les protestations des étudiants en Angleterre contre la politique d'austérité.

Deuxième nouvelle réalité: la moitié des décideurs d'aujourd'hui a grandi avec Internet. Cela change leur comportement, et cette nouvelle génération est beaucoup plus engagée dans les affaires du monde, à travers les réseaux sociaux notamment. Elle est impatiente et voit justement WikiLeaks comme le phénomène d'une nouvelle réalité. Elle a une autre notion de la sphère privée, puisqu'elle est habituée à vivre dans une maison de verre.

Troisième nouvelle réalité: on parle beaucoup du changement climatique, mais je crois surtout que nous avons atteint un pic dans l'équilibre entre l'utilisation de ressources naturelles et leur disponibilité. Soit nous changeons notre mode de vie, soit nous allons vivre dans un monde avec beaucoup plus de tensions. Nous verrons non seulement des guerres des monnaies, mais aussi des guerres pour les ressources naturelles comme l'eau, l'énergie, la nourriture.

- Qu'en est-il de la structure du monde?

- Le monde a été anti-polaire, puis unipolaire et maintenant multipolaire. Les conséquences sont énormes et pas encore pleinement reconnues. Si on avait dit il y a vingt ans que la Chine allait secourir des pays européens comme la Grèce ou le Portugal ou qu'elle sera le plus grand producteur d'automobiles dans le monde, on aurait déclaré cela impossible.

Cela dit, j'observe un dysfonctionnement de la globalisation. Les règles qui devraient l'accompagner n'existent pas. Les institutions qui ont été créées il y a 65 ans sont aujourd'hui dépassées. D'autant qu'elles sont trop segmentées - l'OMC pour le commerce mondial, l'OMS pour la santé, le FMI pour les finances, le BIT pour le monde du travail - alors que les problèmes sont interdépendants, systémiques.

- De ce point de vue, comment jugez-vous l'action du G20?

- Il s'agit d'un pas dans la bonne direction, et le Forum est très engagé dans le processus. Pour la première fois, pour la conférence à Séoul, nous avons organisé que la communauté des affaires puisse participer aux réflexions du G20. Ce mandat a été renouvelé par la France, qui préside le G20 cette année, et par le Mexique, qui sera à sa tête en 2012.

Le G20 a gagné sa crédibilité en prenant les bonnes décisions face à la crise; il doit maintenant changer son approche pour ne pas seulement éviter une nouvelle crise, mais au contraire, pour créer un monde plus harmonieux. Le sommet de Séoul n'a pas beaucoup de résultat. Il n'a pas pris de décisions concrètes, mais seulement accepté certains principes. Le vrai test du G20 va venir cette année pour assurer son efficacité, et sa légitimité au sein du système de l'ONU. Peut-être va-t-il s'orienter vers une sorte de conseil de sécurité économique. Dix sièges seraient réservés aux économies les plus puissantes, le reste du monde sera représenté par région et sur une base de rotation.

- Le président Sarkozy a fait de la réforme du système monétaire sa priorité. La Suisse, qui dispose d'une devise importante, pourra-t-elle se faire entendre alors que le G20 lui est fermé?

- Oui, il y a beaucoup de possibilités pour faire partie de la discussion préparatoire. Ce sera le cas à Davos, où nous en parlerons avec Christine Lagarde, ministre française de l'Economie et de l'Industrie et nous y avons également invité des personnalités suisses. D'autre part, le Forum a créé un groupe de travail pour accompagner le processus du G20, composé d'hommes d'affaires comme par exemple Josef Ackermann, Peter Brabeck et Daniel Vasella [ndlr: qui président respectivement Deutsche Bank, Nestlé et Novartis] pour faire entendre la voix de la Suisse.

- Une inquiétude grandit en Europe et aux Etats-Unis face au basculement du monde vers les pays émergents. Elle se traduit par une montée du populisme. Après une progression de la mondialisation, redoutez-vous que nous allions vers un repli, et un déclin des valeurs universelles de liberté et de démocratie?

- Vous exprimez mon plus grand souci. Nous sommes aujourd'hui dans une situation où le citoyen en général, les politiciens, et aussi quelqu'un comme moi qui s'occupe de ces questions 24 heures sur 24, sont submergés par tous ces bouleversements. Aujourd'hui nous devons en une année digérer des changements dans notre vie ou dans notre travail qui, il y a 20 ans, nous prenaient une dizaine d'années. Cela crée de la peur et une perte de confiance. Si on y ajoute que la population pense qu'un certain groupe, comme les banquiers, profite de cette situation, vous créez des tensions sociales qui pourraient éclater un jour.

- Quelles seront alors les «valeurs partagées»?

- Jusqu'à maintenant, on a vécu dans un système où la priorité allait vers la pensée transatlantique. Avec la multipolarisation, le devoir n'est pas de choisir une valeur contre une autre, un pays ou un pouvoir contre un autre, mais d'essayer d'harmoniser les différentes valeurs qui sont représentées dans le monde entier. Créer des normes qui reflètent une certaine harmonie. C'est peut-être idéaliste...

- La démocratie et la liberté ne devraient-elles pas l'emporter sur tout le reste?

- Notre système démocratique est certainement le meilleur, mais je crois que nous devrions aussi réfléchir à comment l'améliorer. En particulier, nous pouvons l'ancrer dans une perspective à plus long terme. Dans un système démocratique, le peuple doit bien sûr choisir ses représentants politiques, mais ceux-ci devraient davantage prendre des décisions dans l'intérêt public à long terme et ne pas penser uniquement aux prochaines élections, tous les deux ans aux Etats-Unis, tous les quatre ans en Suisse.

Il est important de trouver un certain équilibre, comme par ailleurs entre l'industrie réelle et le monde bancaire. Lorsque 50% des profits ont été réalisés par des transactions virtuelles, quelque chose n'a plus joué.

Dans le monde de l'emploi, il faut aussi un meilleur équilibre entre hommes et femmes. J'ai dit à plusieurs reprises que si les conseils d'administration des banques avaient compté plus de femmes parmi leurs membres, nous n'aurions pas connu une telle crise.

Pour revenir à la démocratie, mon plus grand souci pour cette année, c'est que pratiquement tous les grands pays du G20 ont des échéances électorales en 2012. La France, l'Italie, les Etats-Unis, le Japon, une transition en Chine, l'Inde... Comment créer un esprit de coopération? Car l'électeur juge ses politiciens non sur ce qu'ils font pour le monde, mais sur ce qu'ils font pour lui. Je partage votre opinion: nous allons dans un monde beaucoup plus égoïste.

- Beaucoup de personnes imaginent le pire pour l'euro cette année en raison de la crise de la dette de plusieurs de ses pays membres. Avez-vous encore confiance dans la monnaie unique européenne?

- Oui, j'ai confiance. Il s'agit d'une crise qui a démontré la faiblesse de l'euro, une monnaie commune qui a été créée sans mettre en place la coordination budgétaire, économique et fiscale nécessaire. Le vrai test a été reporté jusqu'en 2013. Cela va donner aux pays à la périphérie de l'euro la possibilité de démontrer leur engagement envers les politiques d'austérité. Cela va aussi permettre de créer les instruments nécessaires pour assurer une coopération et une discipline plus fortes à l'avenir. Je suis sûr que la solidarité européenne va l'emporter.

- L'électorat des pays les plus concernés va-t-il supporter cette austérité?

- Quelle est l'alternative? L'électeur allemand se plaint de devoir payer pour un Grec, mais n'oubliez pas que vous avez la même chose en Suisse avec l'équilibrage financier entre les cantons. Tout le monde doit reconnaître que l'unité européenne ne devrait pas être sacrifiée à cause de tous ces efforts de désendettement, et je suis sûr que les gens ne sont pas prêts à renoncer à l'Europe. Néanmoins, beaucoup de tensions vont se produire ces prochaines années, car les pays devront abandonner une partie de leur souveraineté.

- Que pensez-vous de WikiLeaks? Allez-vous inviter son fondateur Julian Assange pour discuter de la question de la transparence?

- J'ai dit que Julian Assange faisait partie d'une nouvelle réalité. Mais j'ai aussi dit que nous n'invitons pas à Davos quelqu'un qui est soupçonné d'avoir commis des actes criminels. Aussi longtemps qu'il n'a pas été blanchi en Suède, et même aussi aux Etats-Unis.

- Il y a aussi la présomption d'innocence...

- La question d'une invitation ne se pose pas, car il ne peut pas quitter l'Angleterre. Cependant, le sujet de l'équilibre entre la transparence et la sphère privée est d'actualité et nous en parlerons à Davos.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA